

Maroc Entrepreneurs

a organisé une conférence sur le thème :

*« Les jeunes et la politique au Maroc :
entre désaffection et désenchantement »*

Avec M. Nabil Benabdellah

Ministre de la communication

Porte parole du gouvernement

Le 28 Janvier 2005 à Paris

Compte rendu de la conférence avec M. Nabil Benabdellah

Le 28 janvier 2005, l'association Maroc Entrepreneurs a eu l'honneur d'accueillir dans les locaux de l'ESCP-EAP à Paris, M. Nabil Benabdellah, ministre de la communication et porte parole du gouvernement marocain pour débattre du thème de la dépolitisation des jeunes au Maroc devant un auditoire de plus de 200 étudiants et jeunes diplômés marocains.



La conférence a démarré par la projection d'un film micro trottoir intitulé *Vox Populi* et réalisé par Maroc Entrepreneurs.

L'équipe de Maroc Entrepreneurs, est partie à la rencontre de la jeunesse Marocaine en France et au Maroc pour recueillir les réactions de jeunes marocains et jeunes marocaines sur la politique au Maroc, connaître les raisons de leur désaffection ainsi que leur attentes. Le témoignage des jeunes aussi bien en France qu'au Maroc fut édifiant. Nous envisageons de mettre en ligne quelques extraits de la vidéo prochainement.



Après une présentation de l'invité et une introduction du sujet de la conférence, M. Nabil Benabdellah a répondu aux questions de MM. Omar El Fichtali et Saad Aouad, modérateurs de la conférence.

- **Modérateurs : M. le Ministre, vous appartenez à une génération où la vie estudiantine rimait avec engagement politique et où l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (UNEM), organisation de masse était en plus de sa combativité une véritable école de formation de jeunes cadres politiques et syndicaux. A la lumière de votre riche parcours politique, pouvez vous nous rappeler comment se matérialisaient cet engagement et cette mobilisation des jeunes ?**

M. Nabil Benabdellah a d'abord fait remarquer que le public assistant à cette conférence traitant d'un sujet politique est venu en masse et est essentiellement composé de jeunes ce qui est en soi un bon signe et une porte ouverte à tous les espoirs.

Pour expliquer la désaffection et le désenchantement des jeunes vis à vis de la politique il a invoqué « l'absence d'espace pour une vision positive ». Malheureusement cette volonté de changer les choses et cette foi en un avenir meilleur a été perdue, cette tendance n'est d'ailleurs

pas propre au Maroc, elle affecte même les démocraties les plus anciennes et les mieux assises, en témoignent les taux de participation peu florissants en Espagne et en France.

A son époque, la mobilisation nécessitait peu de choses, il suffisait d'avoir la « fibre pour le changement et la volonté de voir la société évoluer ». Les lycées étaient influencés par les universités où régnait une réelle effervescence politique poussée par les idéologies socialistes.

Cette situation a nourri des raisons d'espérer mais aussi des désillusions, quoiqu'il en soit, les jeunes étaient plus engagés qu'ils ne le sont aujourd'hui.

En effet, et ceci est un fait incontestable, il y a aujourd'hui une démocratie au Maroc mais celle-ci a été obtenue et réalisée par le microcosme des dirigeants des partis et non par les masses. Le projet de société ne remporte plus l'adhésion de tout le monde. Maintenant que la démocratie a été instaurée, les jeunes sont plus difficiles à mobiliser. Il n'y a donc pas de comparaisons possibles avec son époque, il faut désormais adopter une nouvelle attitude à l'égard des jeunes.

➤ **Modérateurs : Ce que l'on constate aujourd'hui, c'est qu'il y a une perte de crédibilité du politique et de la politique aux yeux de la jeunesse : que de frustrations et de déceptions : le chômage notamment celui des diplômés, la pauvreté et les inégalités sociales, la corruption, le népotisme, les patéras et l'émigration clandestine etc. C'est ce que vous résumez bien dans un article de presse paru à la veille des élections législatives : « les jeunes n'ont plus confiance (...) et l'un des enjeux principaux des prochaines élections (celles de 2002) est d'arriver à les sortir de leur sinistrose qui est la conséquence directe de plus de 20 ans de dévoiement démocratique ». Comment s'est concrétisée cette dérive de la voie démocratique ? A qui incombe la responsabilité ?**

M. le Ministre a tenu à nous rappeler les conflits qui ont surgi entre nationalistes conservateurs et modernistes après l'indépendance du pays. La Monarchie qui se cherchait à l'époque et qui était en train d'installer ses assises soutenait l'idée d'un parti fort et unique. La revendication démocratique a donc été portée dans un contexte difficile et répressif. Dans les années 70, quand le régime s'est trouvé menacé, il lui a fallu tendre la main aux différents acteurs politiques, une union sacrée a alors été établie autour du Sahara. Cet accord a malheureusement été dévoyé, les élections truquées dans les années 70, en 83-84 puis en 92-93 ont déçu les espoirs et retardé la

mise en place d'une démocratie forte et crédible. L'UNEM, qui avait été jusqu'alors une école de militantisme et d'encadrement de milliers de jeunes, a été éclatée et vidée de tout son sens. C'est à ce moment précis que les tendances islamistes ont commencé à prendre de l'ampleur, soutenues par le pouvoir qui voulait contrer les progressistes.

Après quarante ans d'inertie, Feu Hassan II a tendu la main pour engager un processus de réforme. Sa proposition a été acceptée en 98 mais cela n'a pas suffi car les partis s'étaient renfermés sur eux mêmes et n'arrivaient plus à se renouveler.

Aujourd'hui, même si la liberté d'expression est totale les partis n'ont pas compris qu'il fallait passer d'une structure introvertie à une structure extravertie. Les partis politiques doivent s'ouvrir, améliorer leur communication et se défaire de leur image obsolète. Il ne faut pas hésiter à faire appel à des spécialistes en communication et en image afin d'élaborer de nouvelles formes d'actions.

L'Etat et les partis ont chacun leur part de responsabilité dans l'état actuel des choses, il faut absolument engager des efforts sur la communication pour reconquérir les jeunes et les intégrer afin d'insuffler une nouvelle dynamique au champ politique national.

➤ **Modérateurs : Après les années de plomb qui ont marqué l'histoire récente marocaine, où les termes comme *Assiyassa* ou *Makhzen* étaient tabous, la deuxième moitié des années 90 a apporté un nouveau souffle de démocratie.**

En 1997, Feu Sa Majesté Hassan II invite pour la seconde fois les partis de la Koutla à participer à la gestion du pays : le gouvernement de l'Alternance consensuelle dirigé par Maître Youssefi vit le jour.

L'avènement d'un jeune roi, Sa Majesté Mohammed VI est également un grand signe d'espoir pour cette jeunesse désenchantée.

Cependant les partis politiques traditionnels et authentiques ont perdu la confiance des masses et plus particulièrement les jeunes. Les mouvements qui prêchent le repli identitaire, dans leurs trois composantes : ceux qui veulent désormais prendre des responsabilités dans le gouvernement à savoir le *Parti du la Justice et du Développement* (PJD), ceux qui refusent le dialogue et le jeu démocratique (*Al Adl wa Al Ihsane*) et ceux qui prônent la violence (*Assalafiya Al Jihadia* entre autres) ont su profiter de ce vide en proposant une

alternative de projet de société. Aussi M. le Ministre, ne pensez vous pas que les partis traditionnels ont raté une opportunité d'asseoir leur assise parmi les jeunes ces huit dernières années ?

Les hommes politiques ont certes une part de responsabilité dans le désertion des jeunes du champ politique, affirme M. Benabdellah, mais il faut cesser de jeter le blâme sur eux et annihiler tous les efforts consentis par le passé. Avant de « rater le coche, ils ont réussi de belles avancées et réalisations » : une démocratie a bel et bien été installée, les droits de l'Homme sont désormais respectés, de grandes avancées ont été obtenues au niveau du Code de la Famille, les auditions publiques des victimes des années de plomb ont favorisé la réconciliation nationale, les dossiers de mauvaise gestion sont attaqués et les problèmes sociaux sont pris à bras le corps.

Il ne peut y avoir de démocratie sans partis politiques forts. Les tendances politiques extrémistes ont investi le vide existant et profité des rêves brisés des jeunes, des frustrations et humiliations qu'ils subissent pour asseoir leur influence. Ce phénomène touche la plupart des sociétés arabomusulmanes, mais il convient toutefois de relativiser l'influence de ces groupuscules au Maroc. Ces mouvements ne sont pas tout aussi puissants qu'on ne pourrait le croire car la monarchie constitutionnelle est acceptée par le peuple.

Ces partis existent pourtant, on ne peut le nier, la seule façon de les contrecarrer passe par le renforcement de la démocratie et la résolution des problèmes économiques et sociaux. Le rythme de changement doit être accéléré, mais ces changements se font dans des conditions difficiles (problèmes d'éducation, chômage, 11% de la population vit sous le seuil de la pauvreté).

Il faut donc renforcer le rôle des partis modernistes et non progressistes. Les partis islamistes ont un grand pouvoir de mobilisation car ils manipulent ce qui a trait au religieux, par contre ils n'ont pas de programme économique ni de projet de société, et un pouvoir ne peut être assis uniquement sur des incantations.



- **Modérateurs :** La classe politique et notamment la jeunesse des partis nourrissent beaucoup d'espoir dans l'avant projet de loi sur les partis politiques. Un flou demeure néanmoins autour de la question des jeunes : l'article 22 (§ 3) stipule « (les statuts) doivent prévoir le nombre proportionnel de femmes et de jeunes devant siéger les instances dirigeantes du parti ». Tout cela est allusif : à quel âge cesse-t-on d'être jeune ? le quota est laissé à la libre appréciation des partis politiques (selon vraisemblablement des dosages de politique politicienne !). En tant que membre du bureau politique du Parti pour le Progrès et le Socialisme, quelle lecture appliquez vous à cet article ?

M. Benabdellah a expliqué que la loi sur les partis ne faisait que poser un cadre institutionnel, ce n'est pas elle qui va reformer les partis ni régler les problèmes du désenchantement. Ce projet de loi a été voté pour encourager les partis à se regrouper et à former des forces crédibles : sur les 26 partis existants, il n'y en a que 7 ou 8 qui ont un rôle réel.

Il faut aussi favoriser la participation féminine, car si aujourd'hui 35 femmes siègent au parlement, la proportion des femmes parmi les élus locaux demeure très faible d'où la nécessité d'instaurer des quotas.

Ce projet de loi a pour donc pour objectif le renouvellement des élites et l'augmentation de la participation des femmes, c'est donc un « coup de pouce » à la démocratie.

➤ **Modérateurs : Aujourd'hui vous êtes face à une élite qui quand elle décide de retourner au Maroc, s'engage rarement dans la vie partisane. La société civile, les réseaux familiaux, le pouvoir central, les voies technocratiques sont autant de structures qui attirent cette jeunesse vers l'implication dans la vie citoyenne voire dans la quête du pouvoir et ce bien sûr au détriment des partis politiques. Cette élite a par ailleurs le devoir de tirer la masse des citoyens vers le haut comme dans les pays développés et non l'écraser ce qui est malheureusement le cas aujourd'hui.**

M. le Ministre, quel message pouvez vous nous transmettre afin de nous persuader que les partis politiques sont désormais capables d'évoluer en une structure opportune et efficace nous permettant de participer à la fois au développement et au processus de démocratisation de notre pays ?

M. Nabil Benabdellah a avoué que cet exercice était difficile. Il a fait remarquer qu'il suffit d'un minimum de sens d'appartenance pour que chaque jeune marocain agisse en faveur de la patrie. Il faut se mettre dans la logique de devoir rapporter quelque chose à son pays en échange à tout ce qu'il nous a donné.

Avant d'interpeller systématiquement les gouvernants, il faut s'interpeller soi même et se demander ce qu'on peut faire pour le pays. Chacun peut apporter sa pierre à l'édifice en contribuant à travers le domaine où il exerce. On peut contribuer à l'essor du pays même en agissant de l'extérieur, on peut l'être ne serait ce qu'en ayant une vision optimiste du Maroc et en en parlant positivement.

➤ **Modérateurs : En votre qualité de ministre de la communication, quelles sont les réalisations et les projets que vous avez initiés dans votre département gouvernemental en faveur d'un réenchancement de la jeunesse marocaine ?**

M. Nabil Benabdellah a défini les deux enjeux majeurs pour le ministère de la communication :

1° Il faut sans cesse travailler pour valoriser l'image du pays à l'étranger. Il faut asseoir la place du Maroc dans le monde afin de drainer les investissements directs et développer le tourisme, secteur moteur pour le développement. Il faut préserver l'image du Maroc comme un pays trait

d'union entre l'Orient et l'Occident, un pays tolérant et ouvert d'esprit. Vu de l'extérieur, le Maroc est la démonstration par l'exemple que la démocratie est possible dans le monde arabe.

2° Le pays a engagé une voie de mutation et de réforme. Il faut que les marocains adhèrent au projet et y participent activement. Le ministère de la communication se doit donc d'être l'écho des changements qui s'opèrent afin de mobiliser le peuple marocain dans ce sens.

Pour ce qui est des réalisations, M. le Ministre a fait part de la volonté d'ouvrir le Maroc sur le monde à travers les technologies de communication et ce qui passe par la libéralisation du secteur de l'audiovisuel (une nouvelle chaîne *Al Maghribia* qui propose une sélection des meilleurs programmes marocains verra le jour prochainement tout comme *Attarbawia* une chaîne éducative) .

Il faut aussi soutenir la presse qui accompagne ce processus de mutation. Le code de presse doit être renforcé en supprimant les codes privatifs, il faut mettre en place des instances de régulation veillant au respect de la déontologie et de l'éthique.

Questions de la salle :

Par la suite, M. Benabdellah s'est mis à la disposition du public pour répondre à ses questions en sa qualité d'homme politique appartenant au Parti du Progrès et du Socialisme, de ministre et de porte parole du gouvernement.



- Comment peuvent participer les marocains résidant à l'étranger au processus électoral ?

Il est vrai que c'est plus difficile à cette frange de la population de participer à la vie politique du pays. M. Benabdellah y est personnellement favorable car les MRE représentent une véritable force de lobbying en faveur du Maroc à l'étranger. Il existe plusieurs formules de participation, une expérience a déjà été menée dans les années 90 et a débouché sur une participation des MRE au parlement. La deuxième chambre sera plus favorable à la participation des MRE. Les actions entreprises dans ce sens restent malgré tout insuffisantes, un projet d'ouverture sur le secteur de R&D où beaucoup de marocains travaillent est en cours.

- Qu'en est-il du problème de la corruption ?

La corruption est un problème lié à la société marocaine, pour la combattre il faut développer l'économie, relever le niveau social mais aussi et surtout changer les mentalités. Il ne faut pas rentrer dans une logique d'attentisme et se dire que tant qu'il y a de la corruption, on ne peut rien entreprendre. Ce problème est l'affaire de tout le peuple marocain, et ne peut être résolu que si chacun commence par la refuser et la rejeter.

- Les partis politiques n'ont pas de programme précis et ce n'est pas le recours à des professionnels en communication, comme vous le préconisez, qui suffira à attirer les jeunes.

Cette allégation est fausse. Si les programmes ne plaisent pas cela ne veut pas dire qu'ils n'existent pas. Le problème est donc un problème de méconnaissance. Il faut avant toute revendication prendre l'initiative de se renseigner.

La meilleure matérialisation de notion de programme est l'action du gouvernement actuel qui a présenté au parlement des programmes chiffrés à l'horizon 2007, ce programme est lui-même un synthèse des programmes des partis politiques.

- L'accord de libre échange ne risque-t-il pas d'accentuer le problème de la pauvreté plus qu'autre chose ?

Certes c'est une éventualité, surtout dans le secteur de l'agriculture. Si d'ici 2010, il n'y a pas de réformes du monde rural, l'agriculture marocaine court à sa perte. Ce qu'il faut savoir c'est que la négociation de cet accord s'est faite point par point et tout ce qui touche à l'agriculture obéit à des règles particulières.

- Qu'en est il du quadrillage sécuritaire des universités marocaines ?

Les universités ont été quadrillées dès les années 70, au même moment où les tendances islamistes étaient encouragées afin de contrer les tendances progressistes. Néanmoins, la grande partie du corps étudiant est peu voire pas du tout politisée. Sur les 300 000 étudiants, seuls 10 000 étudiants sont véritablement actifs et ils le sont pour la plupart dans des mouvements islamistes. L'encadrement politique ou syndical est très faible, non à cause de la répression mais faute de discours mobilisateur.

- Les partis politiques se disant de l'opposition par la passé ont retourné leur veste. Pourquoi la réforme constitutionnelle n'a-t-elle pas eu lieu ?

La politique est l'art du possible, et chaque pas franchi est un acquis pour réaliser un autre acquis. En 93 les scissions au sein de la Koutla lui ont fait perdre l'excellente opportunité offerte par Sa Majesté Feu Hassan II. Ce qui a été obtenu en 98 a été moindre. Il faut arrêter de chercher les causes de l'échec et adopter une attitude pragmatique. La réforme constitutionnelle n'est absolument pas la préoccupation du citoyen moyen aujourd'hui ; le pays a besoin d'un roi qui le gouverne car les mécanismes ne sont pas encore fonctionnels. Le pays en a d'autant plus besoin que le roi dans le cadre d'une démocratie moderniste est le principal rempart contre l'extrémisme.

Pour obtenir plus, il faut des partis forts et structurés. La priorité aujourd'hui reste le développement économique et social et non la réforme constitutionnelle ; chaque chose en son temps.

- Quelle place pour les partis islamistes dans la vie politique au Maroc ?

Le PJD est un parti politique, qui existe et qui est représenté au parlement. Ce parti est un parti respectable comme les autres. Du moment qu'un parti a un vrai programme qui ne repose pas uniquement sur des incantations et qui respecte la liberté des autres et un certain nombre de valeurs, il a toute sa place dans l'échiquier politique marocain. Il faut rappeler que faire de la politique ne signifie en aucun cas s'ingérer dans la vie personnelle des citoyens. Le Maroc de la censure par exemple n'est pas le Maroc voulu par le pouvoir. Les forces politiques de la place ont un nombre de valeurs à partager et défendre à commencer par la démocratie à laquelle il faudrait ajouter le respect de l'universalité c'est à dire accepter qu'on ne détient pas la science infuse et admettre que les autres civilisations peuvent nous apprendre et apporter énormément de choses.

- Que font les partis politiques pour mieux connaître les jeunes ?

Pas grand chose à vrai dire, mais il ne faut pas se cantonner dans cette position. Il faut arrêter de tout rejeter sur les partis politiques. S'il n'existe pas de parti politique idéal, qui convient aux aspirations de chacun, il faut travailler et œuvrer pour le construire.



Association Maroc Entrepreneurs

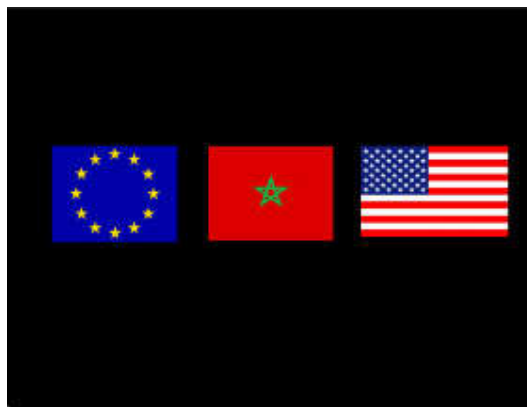
Séquence « Arrêt sur Images »



Avant de clore la conférence, M. Nabil Benabdellah a pris place coté public pour commenter une série de diapositives que nous avons projeté.

Nous lui avons demandé de réagir et nous donner ses impressions sur ces images sélectionnées par Maroc Entrepreneurs et qui sont pour la plupart représentatives de l'actualité marocaine d'aujourd'hui.

Extrait de la série de diapositives projetées



L'audiovisuel aujourd'hui

En France	Au Maroc ...
	